

Dossier : Élections nationales 2022 : pour une analyse localisée du vote et de ses enjeux

Emmanuel Bellanger, Fabien Desage, Tristan Haute et Jean Rivière

Après avoir scruté les votes des grandes villes lors de l'élection présidentielle de 2017, Métropolitiques a consacré un nouveau dossier aux élections nationales de 2022. Les articles rassemblés ici proposent une analyse localisée des résultats électoraux et interrogent quelques enjeux territoriaux de ces élections.

Ce dossier consacré au cycle électoral constitué par l'élection présidentielle et les scrutins législatifs du printemps 2022 illustre l'intérêt que la revue *Métropolitiques* porte depuis sa création aux dynamiques électorales, appréhendées avec les outils des sciences sociales. Dès 2012, un dossier consacré aux « territoires du vote » s'attachait ainsi à replacer la geste électorale dans ses contextes locaux, pour penser la manière dont se construisent, se reproduisent et se transforment les préférences électorales. Deux ans plus tard, un nouveau dossier se penchait sur les scrutins municipaux, en montrant qu'ils constituent des objets d'investigation particulièrement féconds pour les travaux qui cherchent à comprendre le fonctionnement des pouvoirs locaux, en prenant en compte l'épaisseur du local. En 2017, le choix avait été fait de porter plus spécifiquement le regard sur des « grandes villes », dont les configurations électorales internes étaient explorées au « microscope » grâce au recours à l'échelle fine des bureaux de vote, dans le cadre d'un dispositif méthodologique interdisciplinaire original.

D'une certaine manière, l'analyse de la dernière séquence électorale s'inscrit dans ce triple prolongement, en croisant les approches méthodologiques et les regards disciplinaires, et en prêtant une attention toute particulière à la déclinaison locale des dynamiques nationales. Sa première partie porte en effet sur la manière dont certaines questions ont été construites en « enjeux » lors de la campagne, en soulignant combien nombre de ces enjeux, débats et cadrages politiques ont une forte dimension spatiale. La seconde partie porte quant à elle sur l'analyse sociologique et géographique des résultats électoraux, explorant des contextes variés et sans se limiter, cette fois, aux grandes villes¹. Si l'élection présidentielle est par définition nationale, là où les élections législatives se déclinent dans 577 circonscriptions, la première n'est pas sans susciter de fortes variations locales, quand les secondes, à l'inverse, sont aussi largement affectées par ce qui se joue au niveau national (résultats de la présidentielle, accords partisans, couverture médiatique nationale, etc.). Ainsi, ces séquences électorales nationales sont l'occasion d'observer de classiques « jeux d'échelle », qui ont pris cette fois-ci encore un tour singulier.

¹ À noter qu'à la faveur de l'accessibilité croissante des données à l'échelle des bureaux de vote et des outils statistiques et cartographiques pour les traiter, la géographie des résultats électoraux dans plusieurs grandes villes a fait l'objet d'analyses « à chaud » qui ont été publiées rapidement sur les réseaux sociaux. Les cas de Paris, de Nantes, de Toulouse ou de Lille ont ainsi rapidement fait l'objet d'analyses exploratoires diffusées sur Twitter dans les jours suivant le premier tour de l'élection présidentielle.

À propos de quelques enjeux et de leur dimension spatiale

Plusieurs enjeux n'ont pas été au cœur des débats de la séquence électorale 2022, singulièrement ceux portant sur les politiques urbaines d'aménagement et d'attractivité économique, pourtant essentielles. Le dossier s'ouvre justement sur un entretien avec Olivier Bouba-Olga, spécialiste de la géographie économique et de l'analyse des dynamiques territoriales. Après avoir démontré que les concentrations métropolitaines ne génèrent ni plus de croissance ni plus d'emploi, Olivier Bouba-Olga invite à imaginer une politique d'aménagement qui prendrait mieux en compte les spécificités territoriales. Portant sur des questions voisines, la deuxième contribution revient sur plus de dix ans de recherches sur la dimension régionale et urbaine des activités économiques qui éclairent les enjeux du temps présent. Le chercheur Michel Grossetti y interroge le bien-fondé de certaines politiques publiques contemporaines, en battant en brèche toute une mythologie en vogue suggérant que les villes auraient les moyens d'attirer à elles les entreprises « innovantes » et les travailleurs « créatifs ».

Les mondes ruraux ne sont pas en reste. Scrutés par Benoît Coquard, spécialiste de la sociologie des jeunes et des classes populaires rurales, celui-ci s'est dans ses recherches intéressé à « ces hommes et ces femmes qui continuent d'habiter dans les campagnes en déclin ». Dans l'entretien qu'il nous accorde, il déconstruit les clichés médiatiques, si ce n'est semi-savants, que l'on associe à celles et ceux dont on ne parle d'ordinaire que pour leur vote porté sur l'extrême droite. Ce que pointe Benoît Coquard au sujet des modes de vie ruraux et populaires, d'autres chercheurs et chercheuses, comme Julie Gervais, Claire Lemercier et Willy Pelletier, le mettent en lumière en soulignant « la valeur du service public ». Ici encore, les fausses évidences qui dévalorisent en particulier les fonctionnaires sont battues en brèche et les conséquences de la disparition des services publics mises en lumière, cette disparition ne faisant que renforcer les inégalités sociales et territoriales. Olivier Wolf, spécialiste des finances locales, apporte quant à lui l'éclairage d'un praticien, administrateur territorial, qui formule le même constat que celui des chercheurs en rappelant dans son article que « la capacité à assurer à tous les citoyens le socle de service public auquel ils ont droit ne peut être garantie que si le financement fiscal est adossé à une part de dotations d'État, qui remplit parallèlement une fonction d'équité et de péréquation nationale ». Un autre enjeu a été oublié lors de la séquence électorale de 2022, insiste Aurélien Evrard, spécialiste des politiques énergétiques et environnementales. Alors qu'elle aurait pu donner lieu à un débat démocratique et argumenté sur l'autonomie énergétique et la dépendance aux énergies fossiles, la campagne électorale s'est en effet focalisée sur la question nucléaire et la contestation des éoliennes.

Cette première partie du dossier s'achève sur la contribution de Rémi Lefebvre, qui interroge la construction de la légitimité politique lors des campagnes électorales, en soulignant combien la « proximité », le terrain et les « campagnes à l'ancienne » constituent des pratiques politiques toujours d'actualité à l'ère du numérique, aussi bien dans les centres métropolitains que dans les mondes ruraux.

Retour sur les résultats électoraux à partir d'analyses localisées

Avant de revenir sur la séquence électorale de 2022, deux recensions d'ouvrages récents ouvrent cette seconde partie du dossier. Le premier, *Votes populaires !*, publié par le Collectif Focale et recensé par Pierre Wadlow, étudie, dans deux villes populaires du bassin minier et de la petite couronne parisienne, les bases sociales de la polarisation des comportements électoraux des classes populaires, entre extrême droite et gauche radicale, en mettant l'accent sur la nécessité d'analyser ensemble les trajectoires professionnelles, migratoires et résidentielles des électrices et électeurs. Le second, proposé par Jean Rivière, traite des villes du haut de la hiérarchie urbaine nationale, dénonçant « les mystifications géographiques dans l'analyse des votes métropolitains » et plaidant

pour une socio-géographie électorale qui mette l'accent sur la dimension spatiale des hiérarchies sociales.

Animés par un souci commun d'objectiver quantitativement les alignements électoraux des fractions de classes tout en les pensant localement, les deux ouvrages se révèlent complémentaires et utiles pour comprendre la dernière séquence électorale. Les scrutins présidentiels et législatifs de 2022 ont en effet vu resurgir toute une série de schèmes interprétatifs « géographiques » (villes vs campagnes, métropoles vs périurbains...) que le texte d'Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli invite à nuancer et à articuler avec des contrastes régionaux saisis grâce à des indicateurs renouvelés (mobilités sociales intergénérationnelles, relégation scolaire, caractéristiques des systèmes productifs, dynamiques démographiques, géographie des dispositifs redistributifs...).

Plusieurs articles du dossier proposent ensuite, depuis des points d'observation variés dans la hiérarchie urbaine (Lens, Nevers, Roubaix, Avignon, Perpignan et Toulouse), de documenter combien les déterminants sociaux continuent de peser sur les préférences électorales. À partir d'une enquête par questionnaires à Roubaix, l'article du collectif PEOPLE2022 met ainsi en évidence l'influence sur les choix de vote de l'âge, du statut socioprofessionnel ou de façon plus originale de l'appartenance religieuse (du fait des expériences discriminatoires qu'elle implique). L'enquête permet de réaffirmer plus largement que des variables lourdes continuent de structurer les comportements électoraux, y compris au sein des espaces populaires.

De la même manière, Pierre Wadlow s'intéresse, à partir du cas lensois, aux logiques sociales de la segmentation entre votes en faveur du RN et de la gauche radicale, en montrant l'importance de l'ancrage local au-delà des seules caractéristiques sociales des électrices et électeurs. Il met également en lumière une forme de déconnexion, aussi observable à Roubaix, entre les scrutins locaux et nationaux. À ce propos mais avec un matériau empirique de nature différente, Christèle Lagier et Jessica Sainty réaffirment également la faible porosité entre le vote pour Jean-Luc Mélenchon et le vote pour Marine Le Pen, tout en actualisant la géographie électorale d'Avignon, dont elles tracent les contours depuis plusieurs scrutins. C'est également le recours aux données agrégées à l'échelle fine des bureaux de vote qui permet à David Giband d'explorer les coalitions socio-électorales dans la ville de Perpignan – la plus grande municipalité gérée par un maire RN depuis 2020 – et leur reconfiguration au gré des scrutins nationaux et locaux. Enfin, Nolwenn Armogathe explicite, à partir d'une socio-géographie électorale de la grande ville de Toulouse, le paradoxe d'une ville dirigée par la droite mais votant majoritairement pour la gauche lors des scrutins nationaux. Elle souligne pour ce faire la nécessité de tenir compte de l'abstention, très variable d'un scrutin à l'autre, mais aussi la persistance de variables lourdes du vote qui jouent différemment selon les scrutins.

Plus bas dans la hiérarchie urbaine et en prenant de la profondeur historique, Élie Guérait et Achille Warnant croisent les dynamiques électorales avec les recompositions sociologiques localisées au sein de l'agglomération de Nevers et montrent comment l'hégémonie socialiste – construite par François Mitterrand dans les années 1970 – s'y est progressivement effritée, jusqu'à la perte durable de la ville par la gauche. Dans une même veine socio-historique, Emmanuel Bellanger montre au contraire que dans un territoire de tradition populaire comme la Seine-Saint-Denis, la radicalité politique a pu rejaillir en s'inscrivant dans l'histoire de la banlieue rouge – et ce alors même que le contexte a radicalement changé et que ce territoire populaire n'est plus incarné ni par un parti unique ni par une classe sociale unifiée et hégémonique.

Rendez-vous dans les colonnes de *Métropolitiques* à l'occasion des prochaines échéances électorales pour de nouveaux éclairages des sciences sociales du politique.

Au sommaire de ce dossier :

À propos des enjeux et de leur dimension spatiale

- « Dépasser le modèle métropolitain. Pour des politiques d'aménagement attentives à l'histoire et aux particularités des territoires », **Olivier Bouba-Olga**
- « L'attractivité, un mythe de l'action publique territoriale », **Michel Grossetti**
- « Entretien de B. Coquard autour des mondes ruraux », **Emmanuel Bellanger** (*à paraître*)
- « La valeur du service public », **Julie Gervais, Claire Lemercier et Willy Pelletier** (*à paraître*)
- « Finances communales : un bilan du quinquennat Macron en clair-obscur », **Olivier Wolf**
- « Encore dans l'ombre du nucléaire : l'enjeu énergie-climat dans la campagne électorale de 2022 », **Aurélien Evrard**
- « Faire campagne pour l'élection présidentielle. La légitimation par le terrain », **Rémi Lefebvre**

Retour sur les résultats à partir d'analyses localisées

- « Les votes en milieux populaires : diversité électorale et hétérogénéité sociale », **Pierre Wadlow**
- « *L'Illusion du vote bobo*. Contre les mystifications géographiques dans l'analyse des votes métropolitains », **Jean Rivière**
- « Après les élections : géographies plurielles d'une France en déséquilibre », **Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli**
- « Présidentielle 2022 à Roubaix : les déterminants sociaux du vote populaire ont-ils vraiment changé ? », **Collectif PEOPLE2022**
- « Perpignan, un laboratoire municipal du RN à l'épreuve de la présidentielle », David Giband
- « Avignon, toujours plus isolée dans un Vaucluse marqué à l'extrême droite ? », **Christèle Lagier et Jessica Sainty**
- « Lens, miroir d'une droitisation des classes populaires ? », **Pierre Wadlow**
- « Toulouse : comprendre le paradoxe d'une ville de droite qui vote à gauche », **Nolwenn Armogathe** (*à paraître*)
- « À Nevers, la fin d'un ancrage à gauche ? », **Élie Guérait et Achille Warnant**
- « “La banlieue rouge est morte, vive la banlieue rouge” : retour sur un siècle de radicalité politique », **Emmanuel Bellanger** (*à paraître*)

Pour citer cet article :

Emmanuel Bellanger & Fabien Desage & Tristan Haute & Jean Rivière, « Élections nationales 2022 : pour une analyse localisée du vote et de ses enjeux », *Métropolitiques*, 8 décembre 2022.
URL : <https://metropolitiques.eu/Elections-nationales-2022-pour-une-analyse-localisee-du-vote-et-de-ses-enjeux.html>.

DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.1863>.